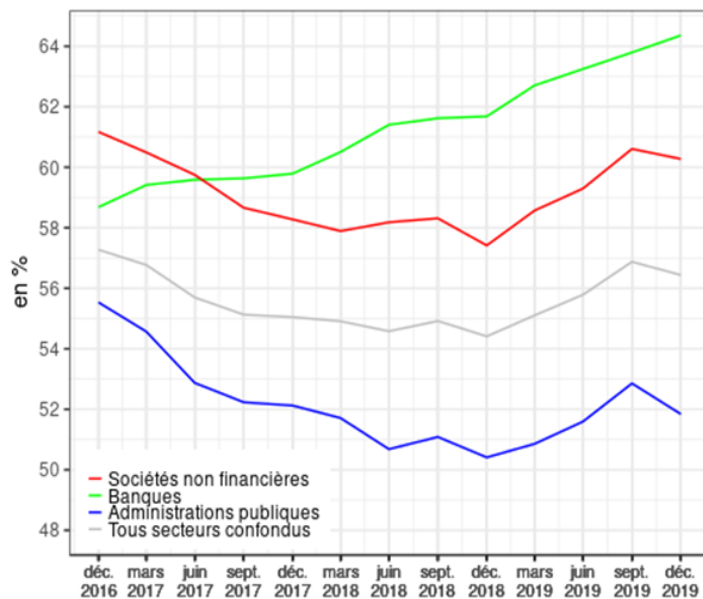


## Émission et détention de titres français au 31 décembre 2019

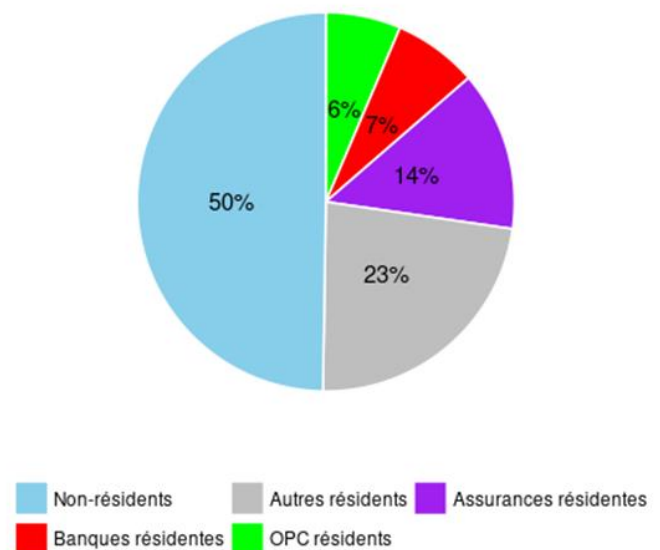
### Les non-résidents renforcent leur position sur la dette française en 2019

- Le taux de détention non-résidente des titres émis par les résidents croît, passant de 47 % fin 2018 à 50 % fin 2019.
- En 2019, la détention non-résidente de la dette de long terme augmente pour l'ensemble des secteurs émetteurs. Au 31 décembre 2019, elle atteint 64 % pour les titres émis par les banques, 60 % pour ceux émis par les sociétés non financières, et 52 % pour ceux émis par les administrations publiques.
- La part de la France dans les émissions de titres de dette de la zone euro diminue (28 % fin 2019, après 30 % fin 2018 et 32 % fin 2017).

**Graphique 1 : Détention par les non-résidents de la dette de long terme (par secteur émetteur résident)**



**Graphique 2 : Répartition par secteur détenteur des titres émis par les résidents (dettes totales et actions cotées) à fin décembre 2019**



Les statistiques commentées dans le présent document sont élaborées par la Direction générale des statistiques, des études et de l'international de la Banque de France (direction de la balance des paiements). Les données relatives aux émissions sont établies à partir des déclarations des émetteurs et celles relatives aux détenteurs par les déclarations des teneurs de compte conservateur. Pour en savoir plus sur l'activité de tenue de compte – conservation de titres : <https://www.banque-france.fr/economie-et-statistiques/stats-info/detail/conservation-de-titres.html>

Le long terme correspond aux émissions d'une durée initiale supérieure à un an.

Les données présentées ici sont susceptibles d'être révisées en fonction des corrections et compléments de collecte trimestriels et annuels.



**Tableau 1 : ÉMISSIONS DE TITRES PAR SECTEUR ET PART DES NON RESIDENTS DANS LEUR SOUSCRIPTION**

(Encours et flux en milliards d'euros)

	Encours brut	Émissions nettes	Flux net d'achat par les non-résidents	Emissions nettes	Flux net d'achat par les non-résidents
	Fin déc. 2019	Cumul 4 trimestres		T4 2019	
<b>TOTAL</b>	<b>6 374</b>	<b>167</b>	<b>154</b>	<b>-44</b>	<b>-18</b>
<b>TITRES DE DETTE (1)</b>	<b>4 018</b>	<b>164</b>	<b>151</b>	<b>-40</b>	<b>-20</b>
<b>Sociétés non financières</b>	<b>621</b>	<b>39</b>	<b>28</b>	<b>-10</b>	<b>-3</b>
<b>Administrations publiques (4)</b>	<b>2 040</b>	<b>62</b>	<b>66</b>	<b>-37</b>	<b>-24</b>
<i>dont État (4)</i>	<i>1 852</i>	<i>69</i>	<i>61</i>	<i>-33</i>	<i>-28</i>
<b>Banques (2)</b>	<b>1 167</b>	<b>49</b>	<b>53</b>	<b>-3</b>	<b>6</b>
<i>dont garanties par des actifs affectés</i>	<i>282</i>	<i>4</i>	<i>6</i>	<i>3</i>	<i>3</i>
<i>dont émissions de court terme</i>	<i>224</i>	<i>1</i>	<i>8</i>	<i>-10</i>	<i>-1</i>
<b>Institutions financières non monétaires (3)</b>	<b>190</b>	<b>13</b>	<b>4</b>	<b>9</b>	<b>2</b>
<b>ACTIONS COTÉES (1)</b>	<b>2 356</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>-4</b>	<b>2</b>

- (1) L'encours des titres de dette est exprimé en valeur nominale, celui des actions en valeur de marché. Les flux d'achats/ventes sont exprimés en valeur de transaction.  
 (2) Hors impact des opérations internes aux groupes bancaires et y compris les émissions des sociétés de financement.  
 (3) Les institutions financières non monétaires émettrices regroupent notamment les assurances, les organismes de titrisation, les fonds communs de créance, les entreprises d'investissement.  
 (4) Émissions nettes totales, non consolidées (pas de rapprochement possible de ce fait avec l'encours de titres pris en compte pour la mesure de l'endettement public selon le Traité de Maastricht).

**Tableau 2 : PART DES ÉMISSIONS FRANÇAISES DANS LA ZONE EURO**

(valeurs nominales, encours et flux en milliards d'euros)

	Encours brut de la ZE	Part de la France dans l'encours de la ZE	Émissions brutes cumulées sur 4 trimestres. Fin déc. 2019		Part de la France dans les émissions brutes de la ZE cumulées sur 4 trimestres	
	Fin déc. 2019		France	Zone euro	Fin déc. 2019	Fin déc. 2018
<b>TITRES DE DETTE</b>	<b>17 593</b>	<b>23%</b>	<b>2 221</b>	<b>7 938</b>	<b>28%</b>	<b>30%</b>
Sociétés non financières	1 405	44%	376	804	47%	47%
Administrations publiques	8 245	25%	882	2 352	37%	38%
Banques	4 370	27%	822	2 943	28%	31%
<i>dont émissions de court terme</i>	<i>550</i>	<i>41%</i>	<i>624</i>	<i>2 119</i>	<i>29%</i>	<i>34%</i>
Institutions financières non monétaires	3 574	5%	141	1 838	8%	7%

Source et réalisation : DIRECTION GÉNÉRALE DES STATISTIQUES, DES ÉTUDES ET DE L'INTERNATIONAL

